



CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT A LA PRATIQUE DE HAUT-NIVEAU

Entre :

Le club sportif :	
N° d'association à la FFN :	
Le représentant :	

Ci-après dénommer « le club »

D'UNE PART,

ET

NOM Prénom	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Nationalité	
Adresse	

S'il est mineur représenté par :

En qualité de :

Ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « le joueur »

D'AUTRE PART.

PREAMBULE

Avant toute contractualisation avec le joueur, le club doit soumettre à validation de la Direction Technique Nationale, un dossier précisant l'ensemble des dispositions mises en place pour assurer la bonne exécution de la présente convention.

La mise en œuvre de la présente convention a pour objectif de valoriser l'investissement du club en matière de formation et de suivi du joueur dans son cursus de formation scolaire.

Toutefois, le club doit veiller à ce que les conditions financières de transfert d'un joueur/joueuse sous convention, ne constituent pas un frein à la mobilité et à la poursuite de la pratique du water-polo. En ce sens, le club doit veiller à s'engager dans un processus de conventionnement avec les joueurs/joueuses disposant d'un potentiel de progression pour évoluer à termes au sein d'un championnat National.

La conclusion de la présente Convention, engage les Parties à respecter les Statuts, les Règlements et la Charte d'éthique et de déontologie de la FFN.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet

L'objet de la présente Convention est de définir les conditions et les modalités de la formation qui sera dispensée au bénéficiaire en vue de lui permettre d'acquérir une double qualification :

- **Sportive** : pour arriver au niveau de joueur professionnel de Water-Polo
- **Scolaire** : afin d'acquérir une capacité d'insertion professionnelle en cas d'échec ou à l'issue de la carrière de sportif professionnel.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION

La convention de formation ne peut être valablement conclue que si :

- Le club a de manière précise définit les engagements vis-à-vis du joueur tels que précisés en annexe 2
- Le bénéficiaire évolue dans l'une des catégories (U15-U17)
- Le bénéficiaire doit pouvoir justifier de sa participation effective dans un championnat national selon les pré requis pour au moins la moitié de la saison.

ARTICLE 3 – LES PRE REQUIS EN MATIERE DE FORMATION

Les conditions dans lesquelles, le joueur/joueuse doit être formé sont présentées en annexe 1, sous forme de tableau. Pour chaque catégorie d'âge, une exigence minimum et un objectif à atteindre sont définis pour :

- La formation sportive
- Les infrastructures proposées
- Le suivi scolaire

- Le suivi médical
- Les conditions d'hébergement et de restauration
- Les formations complémentaires
-

Le club doit être en capacité de répondre à l'ensemble des pré requis à son niveau minimum et tendre vers les conditions souhaitables pour assurer la formation complète du joueur ou de la joueuse.

ARTICLE 4 – DUREE

La durée de convention ne peut excéder une saison sportive.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU JOUEUR

Le joueur s'engage à respecter le règlement intérieur de l'établissement scolaire ou universitaire, le règlement intérieur du club et à se conformer aux règlements et aux statuts de la FFN.

Il s'engage également à signer une licence pendant la durée de la convention en faveur de l'association affiliée à la FFN lui permettant d'évoluer dans les équipes du club.

Le joueur doit en toute circonstance adopter un comportement exemplaire, fidèle et compatible avec son engagement dans la recherche de l'excellence sportive et de nature à valoriser l'image de son sport.

Il ne doit initier et/ou commettre aucune infraction pénale (bizutage, propos discriminatoires, sexistes et/ou racistes, homophobie, harcèlement etc.).

Le joueur se soumet au suivi médical organisé par le club.

Il s'engage à ne pas recourir à l'utilisation de substances ou de produits dopants et à adopter une attitude de soutien aux politiques fédérales de prévention du dopage et des conduites dopantes.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS POUR LE CLUB

Le club s'engage à :

- Respecter l'ensemble des dispositions minimum prévus dans les pré requis de formation tels qui sont définis dans l'annexe 1
- Définir avec le joueur/la joueuse les objectifs de saison sur plan sportif et scolaire

ARTICLE 7 : RESILIATION

Article 7.1 - Résiliation par accord des parties

La présente Convention peut être résiliée à tout moment par accord des parties. Cependant, il est souhaitable que les deux parties prévoient une adaptation qui ne nuise pas au bon déroulement de la scolarité ou de la formation du bénéficiaire.

ARTICLE 7.2 - RESILIATION UNILATERALE

La présente convention peut être résiliée sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, en

cas de non-respect par l'autre partie de ses obligations, justifié par la partie demandeuse dans une lettre recommandée avec AR, restée sans effet pendant 30 jours à compter de sa réception.

Par ailleurs, le bénéficiaire a la faculté de résilier la présente Convention avant son terme par LR/AR. La Convention cesse de produire ses effets 30 jours après réception par le Club de cette LR/AR.

ARTICLE 7.3 - RESILIATION DE PLEIN DROIT

La présente Convention sera résiliée de plein droit si le club se voit retiré son habilitation CAF. En cas de perte ou de non-renouvellement de l'habilitation, le (la) bénéficiaire est libre de tout engagement à l'égard du club. Dans cette hypothèse, les sommes prévues au règlement financier dans le cadre des droits de transferts pour la saison en cours ne peuvent être revendiquées par le club.

ARTICLE 8 : VALORISATION DE LA FORMATION / DROIT DE TRANSFERT

Article 8.1 - Valorisation de la formation

Les sommes dues, au titre des droits de transfert seront fixées chaque année par le règlement financier de la FFN.

Article 8.2 - Les droit de transferts

Les droits de transferts sont appliqués aux bénéficiaires qui sont sous convention au moment du transfert.

Les droits de transferts ne sont applicables que pour l'exécution d'une saison complète. Dans le cas d'un transfert en cours de saison (période de janvier), la saison en cours ne peut être comptabilisée.

Le montant des droits de transferts sera calculé en fonction du nombre de saisons continues durant lesquelles le bénéficiaire aura été sous convention avec le club.

Afin de ne pas freiner la mobilité des joueurs/joueuses, les droits de transferts ne sont applicables que dans le cas d'un transfert vers un club évoluant au niveau national pour la catégorie concernée. C'est pourquoi, le club doit veiller à s'engager dans un processus de conventionnement avec les joueurs/joueuses disposant d'un potentiel de progression pour évoluer à termes au sein d'un championnat National

ARTICLE 9 : DEPOT DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire devant pouvoir justifier d'une saison de pratique au sein de son club pour être éligible aux droits de transferts. La présente convention doit être signée et transmise (remplir à la main avec les initiales des deux parties sur chaque page et les signatures à la fin de celle-ci) à la FFN, pour homologation avant le 15 octobre de chaque saison. Toutes conventions conclues après cette date, ne pourra faire l'objet d'un droit de transfert. Les parties s'engagent, par la conclusion de la présente Convention, à respecter les Statuts et Règlements de la FFN.

Le club s'engage à transmettre au bénéficiaire un exemplaire du règlement intérieur du club. Les parties conviennent que les obligations incombant au club d'accueil en matière de transfert, en application des dispositions de la présente convention concernant le versement des sommes liées à la valorisation de la Formation ne pourront être revendiquées par le club que si la présente convention est homologuée par la FFN.

ARTICLE 10 – L'INTEGRALITE DU CONTRAT

Le présent contrat constitue l'intégralité des conventions entre les Parties et ne pourra être modifié que par un avenant écrit, signé par toutes les Parties, aux présentes. Il annule et remplace tout accord antérieur verbal ou/et écrit entre les Parties.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DU CONTRAT

Pour être opposable aux deux Parties, toute modification apportée au présent contrat devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les deux Parties.

ARTICLE 12 : LITIGES

Tout litige naissant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention sera soumis au préalable de la commission juridique de la FFN aux fins de conciliation.

Fait à :

Le :

Pour être valable cette Convention doit comporter les signatures manuscrites précédées de la mention «**lu et approuvé** »

Le bénéficiaire
Ou son représentant légale mineur

Pour le Club,
(Nom et Qualité)

Validation FFN :